

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la mise en œuvre de l'annexe I au Règlement (CE) 715/2009 sur les procédures de gestion de la congestion (CMP)

Réponses de GDFSUEZ SA

Date : 19/04/2013

Vous trouverez ci-après la réponse de GDFSUEZ SA à la question suivante abordée dans la consultation :

Propos liminaire :

GDF SUEZ est de l'avis de GRTgaz et Tigf qu'en l'absence de congestion contractuelle sur les points d'interconnexion concernés par le règlement, la mise en œuvre des mesures du mécanisme de surréservation et rachat des capacités, ainsi que de UIOLI n'est pas nécessaire voire inopportune. En effet, alors que l'application de ces mesures ne seraient pas utiles au marché français, elles alourdiraient dans le même temps la charge de travail des GRTs rendant plus difficiles l'exécution de projets jugés prioritaires pour le marché.

GDF SUEZ est de l'avis de la CRE que les capacités physiquement congestionnées doivent être de facto exclues du périmètre d'application de surréservation et rachat des capacités ainsi que de UIOLI à un jour étant donné le risque financier porté par les GRTs mais également les risques potentiels que cela fait courir aux expéditeurs devant restituer des capacités pour sécuriser l'alimentation de leurs clients.

Concernant le mécanisme de restitution de la capacité, la logique est différente : ce mécanisme devrait voir son ambition accru pour développer un vrai marché secondaire anonyme et performant, qui serait un puissant outil pour renforcer l'attractivité du marché français. Il s'agit là au contraire d'aller plus loin et si possible plus vite que le code européen.

GDF SUEZ est également de l'avis qu'une analyse annuelle de la situation telle que proposée par les GRTs pour définir une date de mise en œuvre en correspondance avec les besoins du marché nous semble pertinente.

Q1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du mécanisme de restitution aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

GDF SUEZ est favorable à la mise en œuvre du mécanisme de restitution aux points d'interconnexion avec les pays tiers.

Le mécanisme de restitution proposé est cependant en l'état un cas particulier particulièrement contraint et peu attractif du marché secondaire. Il serait possible, tout en respectant la lettre et plus encore l'esprit du code européen d'aller beaucoup plus loin en mettant en place un réel marché secondaire. Cela suppose plusieurs conditions non réunies aujourd'hui :

- Le prix de cession doit pouvoir être librement fixé par l'expéditeur initiateur, sans quoi la possibilité de restitution sur des points congestionnés risque de ne jamais être utilisé ;
- Il faudrait garantir un complet anonymat de la transaction d'un bout à l'autre : devoir annoncer à un compétiteur que l'on est vendeur de capacité à un point peut être commercialement sensible, et ainsi limiter l'offre sur le marché secondaire ;
- Il faudrait pouvoir assurer un complet transfert de propriété, pour que l'acheteur de la capacité sur le marché secondaire ait comme seule contrepartie les GRT.
- Les deux précédents points nécessitent que GRT Gaz prenne un rôle d'intermédiaire. Il faudrait en particulier définir le mécanisme contractuel permettant une transaction tripartite (expéditeur initiateur, expéditeur acheteur, et les GRT) respectant les contraintes d'anonymat. La question du risque de crédit ne devrait pas se poser, les GRT pouvant conserver ses exigences actuelles vis-à-vis des deux expéditeurs. Si la capacité est vendue plus chère que le prix initial, les GRT devront reverser à l'expéditeur initiateur la différence après avoir touché le montant majoré par l'expéditeur acheteur. A l'inverse, si la capacité est vendue moins chère que le prix initial, les GRTs factureront le montant réduit à l'expéditeur acheteur et la différence à l'expéditeur initial.
- Il n'est par contre pas question de perturber le mécanisme d'enchères des capacités primaires. Le plus simple serait de proposer pour le marché secondaire en parallèle du marché primaire des offres fermes d'achats ou de ventes, avec une durée de validité donnée, sur PRISMA, auxquelles pourraient répondre anonymement les shippers. La plateforme PRISMA a d'ailleurs bien prévu d'intégrer le marché secondaire dans ses fonctionnalités. Le prix pourrait être indiqué en delta du prix sur le marché primaire, ou en prix fixe.
- Les conditions de commercialisation (publicité sur le site PRISMA, délai de commercialisation, nature des produits cédés sur le marché secondaire...) devront être organisées pour assurer l'équité entre le marché primaire et le marché secondaire (l'avantage au marché primaire ne pourrait être conservé qu'en cas de stricte équivalence entre l'offre primaire et l'offre secondaire (même produit au même prix)).
- Enfin GDF SUEZ souhaite que l'expéditeur initiateur ait la possibilité de dégrouper un produit acquis initialement comme groupé, car des contreparties pourraient être intéressées par l'achat d'une des deux voies et cela aiderait à renforcer la liquidité sur les deux places de marché adjacentes.

Q2 : Etes-vous favorable à la règle de priorité pour la réallocation des produits restitués ?

GDF SUEZ est favorable à prioriser la réallocation des produits restitués aux expéditeurs ayant restitué en premier.

Q3 : Etes-vous favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base de GRTgaz et TIGF (donc sans facturation) ?
--

GDF SUEZ est favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base.

Q4 : Etes-vous favorable à la facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente de la capacité ?

et

Q5 : Etes-vous favorable avec l'orientation de la CRE quant au traitement des sur-revenus potentiels générés par le mécanisme de restitution ?

Comme précisé Q1, GDF Suez est favorable à la mise en place d'un marché secondaire de la capacité pour lequel ces questions ne se posent pas.

Si le mécanisme de restitution devait être conservé, dans le cas d'une vente initiale à un prix inférieur au prix de l'expéditeur initiateur, GDF SUEZ comprend et accepte que GRTgaz et TIGF facturent la différence entre le prix initial et le prix de revente en cas de sous-revenu.

Dans le cas contraire, en cas de sur-revenu, GDF SUEZ considère que le montant du sur-revenu ne devrait pas être conservé par GRTgaz et TIGF car les transporteurs couvrent leur revenu via le tarif régulé et ces capacités supplémentaires seraient à vendre si et seulement si ces derniers ont vendu toutes leurs capacités fermes commercialisables.

De fait, l'expéditeur initiateur peut aujourd'hui capter ce sur-revenu via le marché secondaire déjà en place. Ainsi, pour rendre ce nouveau service pertinent et efficient, il conviendrait que le sur-revenu généré soit affecté en grande majorité à l'expéditeur initiateur (80% nous paraît être un bon niveau), le restant étant redistribué au marché via le CRCP par exemple.

Q6 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE de ne pas appliquer le mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

GDF SUEZ est en accord avec la CRE de ne pas appliquer ce mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers à moins d'une application des CAM et CMP par les transporteurs des pays tiers.

Q7 : Etes-vous favorable à une mise en œuvre du mécanisme de surréservation et de rachat dès le 1er octobre 2013 avec un mécanisme de rachat simplifié ?

GDF SUEZ a indiqué sa position dans son propos liminaire.

Par ailleurs, GDF SUEZ n'est pas favorable à la mise en œuvre du mécanisme de surréservation de capacités simplifié tel que proposé en l'état au 1^{er} octobre 2013 car il fait supporter des risques importants aux expéditeurs concernés par la restitution de la capacité aux GRTs. Le mécanisme de rachat doit être basé uniquement sur une procédure de marché même en situation transitoire car la restitution de la capacité nécessite de mettre en œuvre des solutions alternatives qui ne peuvent être toutes couvertes par des seuls achats marché. Une règle de prorata même en période transitoire n'est donc pas acceptable.

A noter qu'en cas de rachat d'une partie de sa capacité, nous comprenons que l'expéditeur pourra bien nommer à la hausse dans la limite de sa capacité souscrite réduite diminuée de la capacité rachetée et augmentée de la capacité acquise en UBI court terme heure par heure au cours de la journée gazière.

Q8 : Etes-vous d'accord avec un prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché ?

Dans la mesure où les marchés sont liquides de part et d'autre du point concerné, il paraît normal que le mécanisme de rachat soit fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché. Cependant, un tel mécanisme ne paraît pas adapté à certaines interconnexions en l'absence de référence de prix fiable. C'est le cas des liaisons adjacentes au Peg Tif, au marché espagnol.

Par ailleurs, GDF SUEZ a indiqué précédemment que seul un mécanisme de marché était acceptable pour les expéditeurs concernés par la restitution de capacités étant donné les risques que cela fait potentiellement supporter sur la sécurisation de l'alimentation de leurs clients.

Si un mécanisme de détermination du prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché devait malgré tout être retenu, GDF SUEZ s'oppose formellement à ce que le prix de rachat soit plafonné à trois fois le tarif régulé de la capacité journalière dans la mesure où le risque est porté en intégralité par les expéditeurs restituant la capacité. Les GRTs doivent porter ce risque, et le limiteront en proposant une quantité offerte en surréservation adaptée à son anticipation de l'utilisation des capacités fermes préexistantes. Ainsi, dans le cas d'une liaison reliant deux places de marché susceptibles de présenter des spreads très importants pendant une période significative, ou des spreads significatifs pendant une longue période, les GRTs pourront limiter la quantité offerte en surréservation à des niveaux marginaux voire nuls. Le mécanisme apportera sa pleine plus-value en cas de congestion contractuelle entre deux places de marché où le risque de spread est limité, et où le risque porté par les GRTs l'est donc aussi.

Q9 : Etes-vous favorable à un partage 50-50 entre les GRT et les expéditeurs des recettes et coûts liés au mécanisme de surréservation et de rachat ?

GDF SUEZ est favorable à une telle mesure afin d'inciter les GRT à dimensionner au mieux les niveaux de capacités pouvant faire l'objet d'un mécanisme rachat, voire augmenter le partage vers le GRT.

Q10 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE concernant l'initiation du rachat par les GRT sur un point d'interconnexion en fonction de l'alignement des capacités fermes commercialisables de part et d'autre du point d'interconnexion ?

GDF SUEZ est favorable avec la proposition de la CRE. Cependant, cette proposition doit également prendre en compte les maintenances de chacun des transporteurs adjacents.

Q11 : Avez-vous des remarques quant à la mise en œuvre du mécanisme UIOLI long terme ?

L'UIOLI long terme est un mécanisme déjà en place chez les transporteurs. GDF SUEZ n'a pas de commentaires supplémentaires.

<p>Q12 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas mettre en œuvre de manière anticipée le mécanisme UIOLI de capacités fermes à un jour au point d'interconnexion Obergailbach ?</p>
--

GDF SUEZ n'est pas convaincu de la nécessité de la mise en place de ce mécanisme du fait que :

- ⇒ Les capacités fermes ne sont pas entièrement vendues ;
- ⇒ Le mécanisme d'UIOLI court terme, remplacé par le UBI, existe et GDF SUEZ le juge performant.